L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 18 JANVIER 1890.

PETITES ANNONCES.

CHAMBRES et Pension.—On peut avoir d'excellentes chambres, avec ou sans pension, dans une famille particulière. No 9 rue St Pierre, entre Dauphine et Bourbon, vis-à-vis la Place Jackson. On parle, dans la maison, le français, l'anglais et l'allemand. 4 jan—

ON DEMANDE.

CENT couturières habiles pour faire du tablier de coton pour dames. Celles qui donneront satisfaction auront du travail toute l'année.

ROUFF & LEHMANN,
121 South Rampart,
17mar—ly Près du marché Pydras.

ON demande que les propriétaires et les agents de propriétés sachent que la compagnie du Pétrole patentée, ouvrage de bois et de fer, (Excelsior Co.) fait mieux le travail, à meilleur marché qu'aucune autre compagnie ici; bureau 52 rue Carondelet.
16 jan—1m

A VENDRE.

MAISON en briques coin nord des rues Pyrsile et Hôpital. S'adresser 93 Poydras ou de la Bourse. 18jan—15t

JOLI Cottage élevé, 231 Bourgogne, près Esplanade, contenant 7 chambres, vestibule, cuisine, chambre à bain, office, appareils à gaz, etc., etc. Jardin, pavé, plein de fruits et à fleurs. Rare occasion pour une famille ayant un revenu modéré. S'obtenir une résidence agréable et bien aérée dans un voisinage très-désirable. Les paiements à termes seront faciles si on le désire. G. Ad. Blaffer, 51 rue du Camp.
12jan—1mos

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie que le No 821 inscrit sur le rôle de cette année en cette cour dans l'affaire ci-dessous, dans les termes et chiffres suivants, à savoir :

Interdiction de Emma Sattley No 27,595, Division E.

Cette affaire a eu lieu aujourd'hui, présent, Charles G. Ogden, Esq., juge de chambre et C. C. Elliott, Esq., avocat nommé par le cour pour représenter la défenderesse. Après avoir entendu les plaidoyers, les témoins et la défenderesse elle-même et le rapport des experts enregistré dans cette affaire et l'évidence et la loi étant en faveur du demandeur, et pour les raisons ordonnées maintenant.

Il est ordonné, adjugé et décrété que Emma Sattley soit et est déclarée par la présente incapable d'administrer ses affaires, est interdite. Jugement rendu le 1er octobre 1889.

Jugement signé le 5 octobre 1889.
(Signé) THOS. C. W. ELLIS,
Juge.

En témoignage de quoi j'ai mis ma signature Scean) et apposé le sceau de la dite cour en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce cinquième jour d'octobre an Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf.
HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.

18 déc—3f au 30 jv

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de A. R. Mignon.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 22,271.—Division D.—Attendu que R. F. Harrison, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de A. R. Mignon, décédé intestat ; et est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

14 jan—14, 16, 23.

Succession de Emily Glover.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 26,825—Division B. —Attendu que John S. Visot, administrateur, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'privée ter testamentaire daté dans la succession de feue Emily Glover, décédée intestat ; et est par le présent donné à tout ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

14 jan—14 16 23

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 28,748—Division E.—F. Mangé vs ses créanciers.—Le rapport de Louis Bos, le syndic des biens de l'insolvable, ayant été déposé pour la balance de ses créanciers, et qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Jules Dreyfous, juge de chambre, le 24 jour de janvier 1890, et que Jas. Lombard, Esq., avec l'ordre de nommer pour représenter les créanciers absents, et que toute personne ou la personne en la propriété de l'insolvable Frederick Mench, soit à Mangé, soient respondues.

Nouvelle-Orléans, 17 janvier 1890.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.
M. GUIRAUD, Député greffier.
18 déc—3 fau 18 jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 28,731. Division A.—Cie. Frayse vs Leura Fraysse et Wm. Fraysse.—Attachement civil.—Attendu que la raison sociale R. Fraysse & Co. consistant en Raimond Frayse et William L. Le Bon est dûment constituée par lettres patentes en date du 8 août, et est par le présent, acc-pée pour le bénéfice de leurs cré. anciers ; qu'une réunion des créanciers soit convoquée et tenue pardevant James R. Ward, notaire en cette ville, en son bureau No 60 rue Carondelet, le SAMEDI, 18me jour de janvier 1890, à 11 heures A. M., pour délibérer sur les affaires de la dite raison sociale et de Raimond Frayse, élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourront être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne ou la propriété de la dite société soient suspendues et que dans l'intervalle les créanciers absents soient respondus.

Nouvelle-Orléans, 9 janvier 1890.
(Signé) W. R. HIGHTOR,
Juge.

Pour copie conforme :
M. GUIRAUD, Député-Greffier.
10 jany—2f au 12 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 28,680—Division A.—Charles Desforges vs Mme Desforges et Cie.—Il est ordonné dans le présent cas que toutes les personnes ayant des réclamations contre la dite succession soient tenues de les présenter dûment prouvées au soussigné, greffier de la dite Cour, dans les trente jours de la date de la présente ordonnance, ou il sera procédé à la vente des biens meubles de la dite succession.

Ordonné à Orléans, ce 11 janvier 1890.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D RANKIN, Député-Greffier.
11 déc—3f au 18 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 28,680 — Division A.—Charles Desforges vs Mme Desforges et Cie.—Il est ordonné dans le présent cas que toutes les personnes ayant des réclamations contre la succession de feu Mme Desforges, insolvable, soit et soient par le présent sommées de les produire dûment prouvées au soussigné, greffier de la dite Cour, dans les trente jours de la date de la présente ordonnance, ou il sera procédé à la vente des biens meubles de la dite succession.

Ordonné à Orléans, ce 11 janvier 1890.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D RANKIN, Député-Greffier.
11 déc—3f au 18 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 28,680—Division A.—Charles Desforges vs Mme Desforges et Cie.—Il est ordonné dans le présent cas que toutes les personnes ayant des réclamations contre la succession de feu Mme Desforges, insolvable, soit et soient par le présent sommées de les produire dûment prouvées au soussigné, greffier de la dite Cour, dans les trente jours de la date de la présente ordonnance, ou il sera procédé à la vente des biens meubles de la dite succession.

Ordonné à Orléans, ce 11 janvier 1890.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D RANKIN, Député-Greffier.
11 déc—3f au 18 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.